

Joseph Bernier, explorateur

Le cent vingt-cinquième anniversaire de la naissance de Joseph Bernier a été marqué, en septembre dernier, avec éclat. Né en 1852 à Montmagny (Québec), ville située sur la rive droite du Saint-Laurent, le capitaine Bernier fut de ceux qui contribuèrent le plus à la connaissance du Grand Nord. Commandant du trois-mâts *Arctic*, il mena de 1906 à 1913



Joseph Bernier

quatre campagnes qui le conduisirent dans les eaux situées au nord de l'île Baffin. Il traversa à plusieurs reprises les détroits du centre de l'immense archipel et poussa, en 1909, jusqu'aux terres les plus occidentales où il reconnut les côtes de l'île Melville et de l'île Banks.

CANADA d'aujourd'hui

Rédaction, administration
18 rue Vignon, 75009 Paris

Organe d'information
des ambassades du Canada
Janvier 1978. N° 42

Nos lecteurs sont priés
de signaler leurs changements
d'adresse (avec code postal);
joindre la dernière
étiquette d'expédition.

Photos: Fumoleau, Calef, Michael Jackson, Office national du film, Denniston, Szilasi, Galerie nationale du Canada, Ville de Montréal, Toronto Transit Commission.

Imprimé en Belgique
par Brepols, Turnhout

Elections au Manitoba

Les élections d'octobre dernier pour le renouvellement des cinquante-sept sièges de l'assemblée législative du Manitoba ont inversé le rapport des forces parlementaires: le Parti conservateur a obtenu 33 sièges contre 23 au Nouveau parti démocratique (tendance social-démocrate) alors que les élections précédentes, en 1973, lui avaient donné 21 sièges contre 31; le parti libéral, qui avait cinq sièges, n'en a plus qu'un. Un fort déplacement de voix, notamment du parti libéral vers le parti conservateur, a assuré la défaite du Nouveau parti démocratique au pouvoir depuis 1969. Leader du Parti conservateur depuis deux ans, le nouveau premier ministre de la province, M. Sterling Lyon, avait axé sa campagne sur le refus d'une intervention accrue des pouvoirs publics sur le plan économique, sur le caractère excessif de la fiscalité et sur la nécessité d'attirer des investisseurs au Manitoba.

Musée historique

Le musée du château Ramezay, à Montréal, a rouvert ses portes au début de l'été dernier après complète rénovation. Musée historique de Montréal et du Canada ancien, il comprend une douzaine de salles décorées et meublées comme elles l'auraient été à l'époque qu'elles illustrent. Quatre d'entre elles représentent les styles Henri II, Louis XIII, Louis XIV et Louis XV. Le mu-



sée abrite aussi une exposition sur les Amérindiens et le mode de vie des premiers colons. Construit en 1705, le bâtiment lui-même porte le nom de Claude de Ramezay qui, né en France en 1690, fit au Canada l'essentiel de sa carrière militaire. Gouverneur de Montréal en 1704, il fit construire le château et l'habitat pendant près de vingt ans; trois des salles du

musée sont des reconstitutions fidèles de son salon, de son cabinet de travail et de sa chambre.

Télévision: vingt-cinq ans

Radio-Canada a célébré récemment le vingt-cinquième anniversaire de son service télévisé. C'est en effet le 4 août 1952 que les premières images apparurent sur les récepteurs canadiens: celles des marionnettes Pépinot et Capucine, qui devaient tenir l'antenne pendant près de vingt ans. De nombreuses émissions spéciales, parmi lesquelles beaucoup de rétrospectives, ont été programmées pour fêter les vingt-cinq ans du petit écran. A l'origine, Radio-Canada, société nationale spécialisée dans la radiodiffusion, était seul producteur d'émissions télévisées. C'est au début des années soixante qu'il fut rejoint par



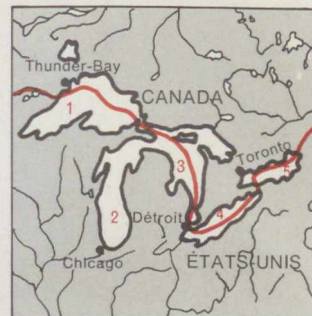
Capucine et Pépinot

les sociétés privées et entra en concurrence avec elles. Dans le domaine de la radio et de la télévision, le régime canadien comprend en effet un secteur public (Radio-Canada) et un secteur privé.

L'eau des Grands lacs

Une Semaine de la qualité de l'eau des Grands lacs s'est déroulée récemment en Ontario, seule province canadienne qui ait une façade sur les Grands lacs. Elle avait pour but de sensibiliser le public à ce qui a été fait et, plus encore, à tout ce qui reste à faire dans le domaine de la lutte contre la pollution. Le dernier rapport annuel du Great Lakes Water Quality Board, organisme canado-étatsunien créé en 1971, montre en effet que les programmes mis en œuvre n'ont guère abouti qu'à contenir l'extension de la pollution. Dans presque aucune des quarante-sept "zones critiques" placées sous surveillance on n'a observé un réel progrès de la qualité de l'eau. Le Water Quality Board impute la responsabi-

lité principale de la pollution à une dizaine de grands établissements industriels implantés, en nombre égal, de part de d'autre de la frontière. Il incrimine aussi les municipalités des grandes agglomérations. Plus de trente-cinq millions d'habitants vivent autour ou à



Lacs: Supérieur (1), Michigan (2), Huron (3), Érié (4), Ontario (5).

proximité des Grands lacs. On prévoit qu'il y en aura cinquante-quatre millions dans une quarantaine d'années.

Après la visite de M. Lévesque

M. René Lévesque, premier ministre du Québec, a fait une visite officielle à Paris du 2 au 4 novembre dernier à l'invitation de M. Raymond Barre. Il a été reçu notamment par M. Valéry Giscard d'Estaing, par M. Edgar Faure et par M. Louis de Guiringaud. Le gouvernement canadien, a déclaré M. Gérard Pelletier, ambassadeur du Canada en France, se réjouit des relations privilégiées entre la France et le Québec, mais "il serait très sensible à tout ce qui apparaîtrait comme un encouragement à la sécession d'une province canadienne". C'est pourquoi il a demandé au gouvernement français des éclaircissements sur deux points. En premier lieu, la décision prise par les premiers ministres de se rencontrer au moins une fois par an. Cette décision a été située dans le cadre de l'accord franco-québécois de 1967, mais cette disposition de l'accord n'avait, devant l'opposition d'Ottawa, jamais été appliquée. D'autre part, quel sens faut-il donner au passage du communiqué final de la visite selon lequel l'"appui" de la France ne manquerait pas au Québec "le long de la route qu'il déciderait de suivre"? Majoritaire à l'assemblée législative du Québec, bien qu'il n'ait obtenu que 41,1 p. 100 des suffrages aux élections de novembre 1976, le parti que dirige M. Lévesque s'est en effet donné pour tâche de réaliser l'indépendance politique de la province.